



Wallonie

OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

F0414/52011/UFD/2022/68/2291122

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code) ;

Vu le livre 1^{er} du Code de l'environnement ;

Vu les différents permis octroyés pour le site dont le dernier est :

- Le permis d'urbanisme octroyé en date du 25/5/2022, portant les références F0414/52011/UFD/2021/143/2184961 et ayant pour objet la rénovation d'une partie des façades et la toiture du terminal Sud (bâtiments S6 & S7) de l'Aéroport de Charleroi pour la SA Brussels South Charleroi Airport (BSCA) ;

Considérant que la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport) a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis rue des Fusillés, 1 à 6000 CHARLEROI cadastré CHARLEROI 23 DIV Section C N° 210 H, 210 C 2 et ayant pour objet la démolition du hangar S10 de l'Aéroport de Charleroi ;

Vu que cette demande a été introduite le 11/08/2022 ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 30/08/2022 ;

Considérant qu'en vertu de l'article D.IV.22, 4° du Code, le fonctionnaire délégué est compétent en ce que le projet se situe en zone non affectée (domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes visés à l'article D.II.19) au plan de secteur ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de

sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre 1er du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que, selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone sans affectation (domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou ports autonomes (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que la commune a une Commission communale Consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité ; arrêté d'institution du 03/02/1969 entré en vigueur le 03/02/1969, dernier arrêté de renouvellement du 19/11/2020 entré en vigueur le 23/11/2020 ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit : B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le projet se situe sur un site pollué (base de données BDES) pêche : parcelle pour lesquelles des démarches de gestion des sols ont été réalisé ou sont à prévoir (art 12§2 et 3 du décret) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone de consultation minière ;

Considérant que le bien se situe dans un Régime d'assainissement collectif (RAC) de 2000 EH et plus ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de la carte archéologique code : 5092 et 5066 ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 30/08/2022 et transmis en date du 28/09/2022, est favorable ;

Considérant que l'avis de SKEYES, sollicité en date du 30/08/2022, est réputé favorable par défaut ;

Considérant que de la SNCB-Stations B-ST.2 Exploitation & Construction Stations Management – District Sud, dans son avis sollicité en date du 30/08/2022 et transmis en date du 08/09/2022, indique qu'il n'est pas concerné par la demande ;

Considérant que l'avis du SPW ARNE - Département du Sol et des Déchets - Direction de l'assainissement des sols, sollicité en date du 30/08/2022, est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 30/08/2022, est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis de l'AWaP - Direction opérationnelle Zone Ouest, sollicité en date du 30/08/2022 et transmis en date du 19/09/2022, est favorable ;

Considérant que l'avis de la SPW ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, sollicité en date du 30/08/2022 et transmis en date du 08/09/2022, est favorable ;

Considérant que l'avis de INFRABEL - Asset Management - Area South West (Charleroi), sollicité en date du 30/08/2022 et transmis en date du 07/09/2022, est favorable ;

Considérant que le projet consiste en la démolition du hangar dénommé 'S10' de l'Aéroport de Charleroi situé au Sud des pistes présentant une surface au sol de l'ordre de 1.252 m² soit une largeur de 60,75 m sur 20,62 m de profondeur ; qu'il est principalement prévu le démontage des éléments de construction et de structure constitutifs du hangar ; que cette démolition nécessitera la mise en place d'une clôture de chantier provisoire autorisant la requalification de la zone d'intervention de airside (zone avec contrôle d'accès et mesures de sûreté spécifiques) à landside (zone sans contrôle d'accès) afin de limiter les formalités d'accès au chantier ; qu'un accès au chantier depuis le parking situé le long de la voirie (rue des Fusillés) sera créé ; que la citerne de déverglaçant sera désaffectée et déplacée ;

Considérant qu'après démolition, un drain périphérique et un empiérement 6/20 de propriété en fond de fouille seront placés ; que l'éclairage extérieur préalablement démonté sera remplacé sur des nouveaux poteaux ;

Considérant que l'évacuation des déchets sera conforme aux réglementations en vigueur ;

Considérant que le projet est situé en zone non affectée au plan de secteur, zone dédiée au domaine des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes au sens de l'article D.II.19 du Code ; que le projet est conforme à cette zone ; que ce dernier est visé à l'article D.IV.22, 4° du Code ; que, selon ce même article, le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente ;

Considérant que le hangar à démolir est totalement délabré et vieilli par le temps ; que celui-ci ne présente aucun intérêt architectural ni patrimonial ; que sa démolition permettra d'assainir les lieux ; que, dès lors, le projet peut être autorisé ;

Pour les motifs précités,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport) est **octroyé aux conditions suivantes** :

- Les déchets résultant de la démolition seront évacués conformément au décret du Conseil Régional Wallon du 27/06/1996 relatif aux déchets ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints en annexe ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A Charleroi, le..... 06 JAN. 2023

Le Fonctionnaire délégué,


Raphaël STOKIS
Directeur